

**FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA  
CONSOLIDATION DE LA PAIX**



United Nations  
Peacebuilding

**MODELE DE DOCUMENT DE PROJET**

**DOCUMENT DE PROJET DU PBF**

Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

<b>Pays : Burundi</b>	
<b>TITRE DU PROJET : Youth LAB (Leaders politiques pour l'Avenir du Burundi) : Donner les moyens aux jeunes de participer aux partis politiques</b>	
<b>NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :</b>	
<b>Modalité de financement du PBF:</b>	<b>Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust fund"):</b>
<input checked="" type="checkbox"/> IRF	<input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national
<input type="checkbox"/> PRF	<input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional
<b>Nom du fonds d'affectation spéciale :</b>	
<b>Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) :</b> Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD), NGO	
<b>Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) :</b> Burundi Leadership Training Program (BLTP), NGO. Gouvernement du Burundi, Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local.	
<b>Date approximative de démarrage du projet<sup>1</sup>: 01 mars 2018</b> Durée du projet en mois : <sup>2</sup> 18 + 6 mois (extension sans coûts additionnels) <b>Zones géographiques de mise en œuvre du projet :</b> toutes les provinces du Burundi	
<b>Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF :</b>	
<input type="checkbox"/> Initiative de promotion de l'égalité des sexes	
<input checked="" type="checkbox"/> Initiative de promotion des jeunes	
<input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix)	
<input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
<b>Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) :</b>	
NIMD : \$1,757,510 (initially approved budget)	
NIMD : \$1,671,715 (revised budget)	

<sup>1</sup> Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement.

<sup>2</sup> La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

Total PBF : \$1, 671,715 (revised budget)

\*Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.

Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :

Budget total du projet :

PBF 1 <sup>ère</sup> tranche (35 37%: <u>Originally 35% of total amount</u>	PBF 2 <sup>ème</sup> tranche*(35%): \$ 615.128 original amount \$581.122 (revised amount)	PBF 3 <sup>ème</sup> tranche* (28% of remaining amount): 527.253 (original amount) \$475.464 (revised amount)	__ tranche XXXX: \$ XXXXXX XXXX: \$ XXXXXX XXXX: \$ XXXXXX
\$ 615.128 (received)			

**Décrire brièvement en deux ou trois phrases le projet en expliquant succinctement son aspect urgent, son rôle catalyseur, sa tolérance au risque et son caractère innovant :**

Dans la phase préparatoire aux élections de 2020, ce projet aborde le rôle de la jeunesse dans les partis politiques. Il est catalytique, car il permet aux jeunes de créer un agenda de lobbying et de contacter les dirigeants de leurs partis politiques respectifs afin de traiter des questions importantes pour leur participation pacifique aux élections et au processus politique en général. Placer l'initiative auprès des jeunes eux-mêmes tout en facilitant la connexion avec les dirigeants des partis politiques est le principal élément novateur de ce projet.

**Résumer le mécanisme de consultation dans le pays et le processus pour entériner le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant.**

Le projet est déjà en cours et en pleine concertation avec le secrétariat technique de PBF au Burundi et à New York. L'adaptation du projet repose sur de multiples consultations avec une équipe technique de haut niveau au sein du Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local. Une équipe de suivi entre le Ministère et le NIMD / BLTP sera mise en place pour garantir la coordination pendant la réalisation du projet.

**Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes<sup>3</sup> : 2**

**Spécifiez le pourcentage et le montant du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : 50%**

<sup>3</sup> **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

**Score 2** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

**Score 1** pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 15% du budget total).

<b>Degré de risque du projet<sup>4</sup> : <u>2</u></b>	
<b>Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement<sup>5</sup>) : <u>2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Démocratie)</u></b>	
Le cas échéant, le résultat de l'UNDAF auquel le projet contribue :	
Le cas échéant, <b>Objectif de Développement Durable</b> auquel le projet contribue : <u>5, 16</u>	
<b>Type de demande :</b>  <b>Révision de projet</b>	<p><b>Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :</b></p> <p>Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Démocratie)</p> <p><b>Extension de la durée :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Durée additionnelle du projet en mois : 6 mois</p> <p><b>Changement de résultat / sujet :</b> non</p> <p><b>Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :</b> <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour quelques catégories</p> <p><b>Budget PBF supplémentaire :</b> <input type="checkbox"/> Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :</p> <p><b>Brève justification de la révision :</b></p> <p>La modification du projet s'explique par le besoin d'adaptation au contexte politique en pleine mutation, le besoin de prise en compte du nouveau Plan National de Développement. Les principales modifications du projet portent sur les cibles où le nombre des partis politiques est revu à la baisse de 12 à 7 au maximum, compte tenu principalement à leur faible représentation sur le terrain. Par conséquent, le nombre de jeunes femmes et hommes membres de partis et bénéficiaires directs du projet baisse aussi de 864 à 504. Il faut par ailleurs signaler la prévision des rôles techniques du Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local, aspect non pris en compte dans le document initial. La mise en place d'un comité technique de suivi mixte Ministère/BLTP pour un suivi inclusif du projet est aussi une modification. En raison du retard résultant des développements politiques en 2018 et de la nécessité d'un processus de consultation supplémentaire avec les parties prenantes à ce projet, une</p>

<sup>4</sup> 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

<sup>5</sup> (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits


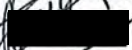




(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ;

(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

	<p>prolongation de six mois est nécessaire pour atteindre les objectifs du projet. L'adaptation du budget est nécessaire pour refléter cette extension, ainsi que pour l'adaptation des activités, des résultats et des objectifs du projet.</p>
--	--

**SIGNATURES DU PROJET :**

<p><b>AGENCE RECIPIENDAIRE<sup>6</sup></b>  <i>Netherlands Institute for Multiparty Democracy</i></p> <p><i>Nom du représentant</i>  <i>Thijs BERMAN, directeur</i></p> <p><i>Signature</i></p>  <p><small>Netherlands Institute for Multiparty Democracy          Passage 31          2511 AB The Hague          The Netherlands          Phone +31(0)70 3115400          Fax +31(0)70 3115400</small></p> <p><i>Date et visa : 25/03/2019</i></p>	<p><b>Représentant du gouvernement national</b></p> <p><i>Le Ministre de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et Développement Local,</i>  <i>Pascal BARANDAGIYE</i></p> <p><i>Signature</i></p>   <p><i>Date et visa : 26/03/2019</i></p>
<p><b>Coordonnateur résident</b></p> <p><i>Nom</i></p> <p><i>Signature</i></p>   <p><i>Date &amp; visa : 25/03/2019</i></p>	<p><b>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</b></p> <p><i>Nom du représentant :</i></p>  <p>Sous-Secrétaire Général pour l'appui à la consolidation de la paix</p> <p><i>Date &amp; visa : 5/04/2019.</i></p>

<sup>6</sup> Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

---

1111111111

1111111111

**SIGNATURES DU PROJET :**

<p><b>AGENCE RECIPIENDAIRE<sup>6</sup></b>  <i>Netherlands Institute for Multiparty Democracy</i></p> <p><i>Nom du représentant</i>  <i>Thijs BERMAN, directeur</i></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et visa :</i></p>	<p><b>Représentant du gouvernement national</b></p> <p><i>Le Ministre de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et Développement Local,</i>  <i>Pascal BARANDAGIYE</i></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et visa :</i></p>
<p><b>Coordonnateur résident</b></p> <p><i>Nom</i></p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date &amp; visa :</i></p>	<p><b>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</b></p> <p><i>Nom du représentant :</i></p> <p><i>Signature</i></p> <p>Sous-Secrétaire Général pour l'appui à la consolidation de la paix</p> <p><i>Date &amp; visa :</i></p>

<sup>6</sup> Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

## I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

### a) Contexte relatif à la consolidation de la paix :

Le Burundi est classé parmi les pays les plus pauvres du monde (184<sup>ème</sup> rang sur 188 à l'Indice de développement humain 2015 de l'ONU). Il n'est pas parvenu à éviter le caractère cyclique du conflit dans la région et a vécu des périodes de guerre civile, avec des meurtres à grande échelle et des régimes politiques instables ces dernières décennies. Les causes remontent à l'héritage colonial du pays et de la région, ainsi qu'à la pauvreté et à l'ethnicité, entre autres facteurs. L'histoire du pays est caractérisée par une instabilité des régimes politiques qui ont engendré une exclusion politique sur des bases ethniques et des violences à répétition provoquant la mort des milliers des citoyens et des vagues des réfugiés dans les pays voisins.

La signature de l'Accord d'Arusha en août 2000 avait nourri l'espoir d'avoir un pays apaisé sur le plan politique et social.

Les élections de 2015, qui ont vu la réélection du Président Nkurunziza, ont été contestées et boycottées par certains plusieurs partis de l'opposition et certaines organisations de la société civile. La gestion de ces manifestations a provoqué des morts, l'arrestation et l'exil d'un bon nombre de citoyens dans les pays voisins. Les violentes manifestations à la suite de ces élections ont fait craindre un risque énorme d'escalade de la violence. Les tensions se sont renforcées avec les disparitions de figures majeures de l'opposition et de la société civile, ainsi que du parti au pouvoir et des services de sécurité. Les troubles ont poussé des centaines de milliers de Burundais à quitter le pays vers les États voisins, en particulier le Rwanda et la Tanzanie. Face à cette situation, des efforts ont été entrepris par les Etats de l'EAC appuyés par l'UA, l'UE et l'ONU pour résoudre cette crise mais n'ont pas donné des résultats acceptés par les protagonistes du conflit.

En 2020, le pays organisera de nouvelles élections. En prélude à ces échéances électorales, une feuille de route a été adoptée, une nouvelle Constitution a été promulguée en juin 2018, une nouvelle Commission électorale a été mise en place, le nouveau code électoral est en processus d'adoption et de promulgation. Ce réaménagement du cadre légal qui, normalement devrait faire objet d'un large consensus des parties prenantes, est contesté par une partie de l'opposition.

Ces problèmes n'ont pas encore été résolus à ce jour. Malgré le ferme engagement de la communauté internationale, notamment l'ONU, l'EAC et l'UA dans le contexte préélectoral et dans l'impasse politique qui a suivi, un processus de dialogue politique n'a pas encore généré de résultats définitifs acceptés par les deux camps. Le paysage politique demeure caractérisé par la polarisation, la violence et l'exclusion des opposants de la vie politique et des prises de décisions. Au fur et à mesure que les élections de 2020 approchent, il est nécessaire d'investir dans les structures sous-jacentes pour une paix durable, des élections pacifiques et une solution politique inclusive.

Au cœur de cette situation qui est chargée d'incertitudes en termes de paix et de sécurité il se trouve que qui menace de faire dérailler le processus de consolidation de la paix au Burundi depuis les Accords d'Arusha en 2000 se trouve le fait que les partis politiques, en tant qu'institutions burundaises, sont confrontés à de nombreux défis. Ces défis se transforment ensuite en obstacles empêchant les partis de s'impliquer dans un dialogue interpartis constructif, de répondre aux besoins de leurs électeurs et de fournir des réponses politiques aux



nombreux problèmes politiques et socio-économiques du Burundi. Les partis politiques sont le vecteur essentiel de la représentation et demeurent des maillons importants pour la coexistence pacifique des différents groupes dans la société. Dans le contexte particulier des prochaines élections de 2020, il est essentiel que les partis politiques surmontent ces défis afin de maintenir la paix au Burundi.

Sur la base de l'analyse factuelle du paysage politique par le NIMD, quatre défis majeurs auxquels sont confrontés les partis politiques doivent être abordés. Le cadre juridique restrictif contraignant (absence de financement public, limitation des coalitions après les élections....) pour les partis politiques et son application posent de sérieux obstacles à ces derniers pour opérer efficacement dans le pays. En outre, de nombreux partis font face à d'importants défis en matière de capacités et ne possèdent pas de stratégies, programmes et structures bien développés. Les partis ont une vision irréaliste de leurs électeurs (potentiels). Ils ont des lacunes en ce qui concerne le niveau de décentralisation et manquent de mécanismes de communication internes fonctionnels. Il y a une absence de culture politique en matière de dialogue et de comportement démocratique au sein des partis et entre ceux-ci, avec une participation politique limitée des femmes. On constate de même une participation politique limitée et une instrumentalisation politique des jeunes. Enfin, compte tenu de l'héritage du Burundi en matière de conflits armés, l'utilisation de la violence en politique constitue un autre défi majeur. Les partis politiques et acteurs clés ont des antécédents d'appartenance à des mouvements armés pendant le conflit qui a sévi dans le pays.

Ces défis sont déjà pris en compte dans le programme du Burundi Leadership Training Program « BLTP » et du Netherlands Institute for Multiparty Democracy « NIMD » au Burundi. Ce projet spécifique se concentre sur l'instauration d'un changement dans la culture politique non-inclusive envers les jeunes femmes et hommes. Un changement positif dans ce domaine peut servir de catalyseur pour des évolutions positives sur les autres défis, en valorisant la contribution des jeunes en matière de consolidation de la paix.

#### La place des jeunes dans la politique du Burundi :

Certaines caractéristiques frappantes de la culture politique du Burundi ont un impact sur le système politique comprennent le patriarcat, le néopatrimonialisme, l'exclusion-la faible représentation des jeunes et des femmes et le militarisme. L'espace politique, tout comme la famille, n'est pas toujours le meilleur cadre pour les débats et les idées contradictoires. Il est dominé par des hommes plus âgés, ce qui laisse peu de place aux femmes et aux jeunes pour apporter des contributions et des influences significatives dans ce domaine.

La nature patriarcale de la politique au Burundi crée un paradoxe pour les jeunes femmes et hommes. Les jeunes représentent la majorité de la population du Burundi, et pourtant leur place dans le paysage politique reste limitée. Les partis politiques utilisent systématiquement les groupes de jeunes pour dynamiser leur base et gonfler les effectifs. -leurs chiffres- Toutefois, lorsque l'on se penche sur les dirigeants et la structure des partis politiques, on constate que les jeunes n'ont pas vraiment la possibilité de contribuer aux décisions importantes concernant le parti, même si les partis disposent souvent de comités de jeunes. De plus, la culture politique patriarcale pose un double obstacle pour les jeunes femmes, qui sont souvent sous-représentées dans une mesure plus vaste encore. Les partis politiques burundais ont souvent du mal à formuler des plateformes politiques claires pour les jeunes et n'ont pas défini de stratégies spécifiques pour aborder le chômage des jeunes, les difficultés de la population active et la faiblesse du système d'éducation, ce qui constitue des obstacles à une contribution positive des jeunes dans la participation politique et la consolidation de la paix.

## Lien du projet avec les stratégies existantes de consolidation de la paix

Conformément à la stratégie de la communauté internationale, le NIMD et son partenaire BLTP continuent de soutenir des processus pacifiques et inclusifs en vue d'établir une culture de la paix au Burundi. Le NIMD et le BLTP disposent d'une relation de longue date avec les différents partis politiques du Burundi et œuvrent conjointement avec le Ministère burundais de l'Intérieur, ainsi qu'avec l'Ombudsman national burundais sur plusieurs initiatives visant à rassembler les partis politiques au sein d'un engagement constructif. Le NIMD et son partenaire BLTP ont en outre préparé et habilité les partis à participer aux processus de dialogue national dont s'inspire la nouvelle constitution de la République nationale et arbitrés à l'international, en particulier le processus mené par l'EAC et organisé par l'ancien président tanzanien Mkapa. Ces éléments seront également pris en compte dans le projet proposé, entre autres par l'implication des jeunes dans le processus de formulation d'idées pour un dialogue interpartis, et leur préparation au dialogue à plus large échelle, pour garantir l'établissement de liens entre les activités avec les jeunes et les différents processus de dialogue nationaux et régionaux (EAC).

Ce projet est en lien direct avec les 4 Priorités des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Burundi, entre autre la Prévention et résolution des conflits localisés, l'Engagement des jeunes et des femmes (autres vulnérables), l'atténuation des conséquences des déplacements et le renforcement de l'État de droit et la bonne gouvernance. La seconde priorité s'attaque au principal défi lié à le Plan prioritaire de consolidation de la paix (PPCP) du Burundi, dans lequel la participation des jeunes à la vie politique et sociale et aux processus de réconciliation constitue le second des quatre objectifs principaux. Dans le même temps, le PPCP du Burundi cite une faible participation citoyenne et une mauvaise cohésion sociale. A cela s'ajoute le chômage et le risque de manipulation politique des jeunes, deux facteurs majeurs susceptibles d'accentuer le risque de conflit au Burundi.

### **b) Justification du financement par l'IRF :**

#### Vision de paix et changement visé

Le projet proposé contribue au maintien de la paix à court terme, mais aussi à moyen et long terme au Burundi, en donnant aux jeunes femmes et hommes les moyens de participer aux partis politiques en tant qu'agents d'un processus de changement au sein même des partis et du paysage politique plus vaste, conformément à la résolution 2250 et à la documentation de base sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix.

Le projet contribue également au Plan National de Développement 2018-2027 en ses axes d'intervention 7 « emploi décent et jeunesse » et 13 « Promouvoir la gouvernance la gouvernance » en son objectif premier qui est d'améliorer la gestion des élections et des libertés publiques. Un module d'Entrepreneuriat des jeunes, dimension économique pour l'auto-emploi et éléments pour un renforcement du positionnement politique sera dispensé aux jeunes des partis politiques pour les outiller à s'intégrer dans la vie politique ou de se créer des opportunités d'emploi en vue de lutter contre les manipulations politiciennes

Une direction politique qui s'engage dans un dialogue dépassant les frontières des partis pour élaborer de manière conjointe, non violente, inclusive, transparente et en accord avec les principes démocratiques, les réponses politiques nécessaires pour résoudre les problèmes socio-économiques auxquels est confrontée la population du Burundi représente une condition préalable essentielle à son développement pacifique et durable. La participation des jeunes et l'intégration de leurs opinions et de leurs besoins dans le fonctionnement des partis politiques

peuvent permettre de débloquent la contribution positive des jeunes pour maintenir la paix au Burundi, créant un effet catalyseur pour la consolidation de la paix.

Une nouvelle génération de jeunes politiciens, très au fait des principes démocratiques et qui ne s'arrête pas aux frontières des partis pour résoudre les problèmes de politiques complexes, possède un potentiel inestimable pour la consolidation de la paix dans l'avenir. Une marge de manœuvre accrue permettant aux jeunes de tenir les dirigeants politiques responsables dans leurs propositions de politiques visant à améliorer la situation socio-économique et sécuritaire des jeunes femmes et hommes offre en outre davantage de potentiel en matière de consolidation de la paix et réduit le risque de mobilisation des jeunes en faveur d'une politique violente. Au Burundi, cela comprend des politiques sur le chômage/sous-emploi, l'instrumentalisation politique, l'éducation, la santé sexuelle et reproductive, la violence basée sur le genre envers les jeunes femmes et d'autres questions de sécurité.

En établissant un ~~réseau~~ noyau de jeunes explicitement interpartis et national, cela permet de former dès le départ, un groupe de jeunes capables d'observer les clivages politiques et régionaux. La manière de mener une participation politique pacifique et la consolidation de la paix en politique est à l'ordre du jour de toutes les activités du programme. Les jeunes femmes et hommes ont le potentiel de participer aux partis politiques de manière à apporter de nouvelles idées tournées vers l'avenir et abordant les problèmes spécifiques auxquels une vaste population de jeunes est confrontée. En leur donnant un accès et une voix en politique, on contribue à briser le cercle de la violence et du traumatisme politiques, qui a souvent constitué un facteur de mobilisation chez les jeunes femmes et hommes dans l'histoire du Burundi.

Le projet en tant que tel, aidera à libérer le potentiel des jeunes femmes et hommes à contribuer à une paix durable au Burundi. En créant au sein même des partis politiques les capacités, le réseau et l'espace cela permettra une plateforme pour les contributions positives en faveur de la consolidation de la paix. Les développements du processus de dialogue organisé par l'EAC seront suivis et inclus dans les activités dans la mesure du possible. Les préoccupations des jeunes vis-à-vis de ce processus seront rassemblées par le ~~Youth LAB~~ noyau de jeunes pour inclure leur perspective. Dans le contexte particulier des prochaines élections de 2020, il est essentiel que les partis et les jeunes se préparent à une contribution constructive et pacifique des jeunes dans la vie politique burundaise.

Ce projet est innovant pour les raisons suivantes :

1. Il reconnaît que les jeunes sont à la fois les victimes des conflits tout en représentant des agents positifs de changement potentiel pour la consolidation de la paix, plutôt que l'un ou l'autre, tout en ciblant directement et indirectement le risque d'instrumentalisation des jeunes et ses problèmes sous-jacents.
2. Le ~~Youth LAB~~ noyau de jeunes vient ajouter aux connaissances et compétences ses capacités de pénétration dans les réseaux au-delà des frontières des partis et aux côtés de jeunes issus de la société civile, afin de définir des stratégies pour améliorer l'impact des jeunes. Un tel ~~réseau~~ noyau est essentiel pour libérer leur potentiel d'agents positifs de changement pour la consolidation de la paix.
3. L'impact des jeunes femmes et hommes formés et compétents ne peut être valorisé que si, en parallèle, le système politique s'ouvre à eux pour leur permettre d'y participer pleinement. Le Netherland Institute for Multyparty Democracy « NIMD » et le Burundi Leadership Training Program « BLTP » impliqueront particulièrement les dirigeants des partis sur cette question et organiseront des réunions intra et inter partis

pour réfléchir aux stratégies et aux avantages potentiels de l'inclusion des jeunes dans les structures des partis, dans le développement organisationnel, dans les processus de prise de décision et dans la vision du parti. C'est cette combinaison entre formation et engagement des partis qui fait preuve d'innovation.

## II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

### a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement :

#### **Théorie de changement :**

Le changement qui sera apporté par ce projet repose sur la participation accrue des jeunes femmes et hommes dans les partis politiques du Burundi :

- Si les jeunes femmes et hommes dans les structures des partis politiques provinciaux et nationaux sont mieux équipés et placés pour participer aux processus politiques et les influencer au sein de leurs partis ;
- Si leurs partis sont plus ouverts à leur participation ;
- Ensuite, les partis politiques au Burundi seront mieux préparés à inclure les perspectives et la participation des jeunes vers des élections pacifiques et inclusives en 2020.
- Parce que les jeunes femmes et hommes ont tout intérêt à être tournés vers l'avenir, sont capables de penser de manière créative hors des paradigmes politiques affectés par les conflits et ont plus de chances de travailler ensemble par-delà les frontières des partis en raison de la place qu'ils partagent en tant que majorité politiquement et socio-économiquement marginalisée au Burundi ;
- Parce que les partis politiques ont tout intérêt à impliquer les jeunes à la fois pour le développement organisationnel et pour le succès électoral.

Le projet contribue à ce changement grâce à une approche à trois niveaux qui cible : 1) la capacité des jeunes femmes et hommes affiliés aux partis politiques à participer plus pleinement au fonctionnement des partis politiques 2) l'établissement d'un réseau pour exprimer les préoccupations des jeunes et promouvoir leur participation et 3) la réceptivité des partis politiques, en tant que plateformes d'impact, à inclure les jeunes femmes et hommes dans leurs processus politiques.

**RÉSULTAT 1 : ~~Des jeunes femmes et hommes issus de tous les partis politiques de toutes les provinces utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste échelle~~**

Des jeunes femmes et hommes issus des partis politiques les plus représentatifs sur terrain utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste échelle.

*Ce résultat est/sera obtenu grâce à un cycle de formation national qui aura lieu dans les 9-6 premiers mois du projet, qui couvre le développement du programme et la création d'un réseau de formateurs, ainsi que les sélections des participants, l'obtention de l'adhésion des parties prenantes et la formation intensive au sein de classes multipartites de 28 participants<sup>24</sup>.*

## Descriptions des produits :

- 1.1 ~~1.1~~ Un programme de formation est élaboré, adapté au contexte et validé. Les thèmes incluront la démocratie, le leadership, la politique et la citoyenneté. Il sera basé sur l'expérience du NIMD, du Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local (MIFPDL) ainsi ~~que du BLTP~~ dans l'enseignement de la démocratie, ~~et Les modules de formation sont :~~
- ~~— sur la participation des jeunes et inclura un module spécifique sur la participation des femmes en politique.~~
  - Leadership politique, égalité des sexes;
  - Démocratie, bonne gouvernance et citoyenneté ;
  - Dialogue, Communication non violente, Plaidoyer et Lobbying ;
  - Entrepreneuriat des jeunes : dimension économique pour l'auto-emploi et éléments pour un renforcement du positionnement politique
- 1.2 ~~1.2~~ Les modules du curriculum sont dispensés par ~~Un~~ groupe de formateurs ~~formateur~~ compétents est capable de dispenser ~~dispense les modules du curriculum~~ la formation.

*Un groupe de 18 formateurs (50 % de femmes) est identifié à partir du groupe de formateurs existants du NIMD-BLTP et des réseaux des partis ~~et formé~~ pour dispenser une formation intensive. L'expertise du MIFPDL sera valorisée.*

~~1.3~~ Un groupe de 864 jeunes femmes et hommes des partis politiques de toutes les provinces possède les compétences et connaissances nécessaires pour participer efficacement.

1.3. Un groupe de 504 jeunes (dont 50% de jeunes femmes) membres des partis politiques les plus représentatifs possède les compétences et connaissances nécessaires pour participer pacifiquement et efficacement à la vie politique à l'intérieur de leur parti et à plus grande échelle.

*Un groupe de ~~864~~ 504 jeunes femmes et hommes (50 % de femmes) affiliés aux ~~12~~ partis politiques ~~majeurs~~ les plus représentatifs du Burundi est sélectionné (sur la base des critères préétablis d'un futur rôle potentiel au sein du parti) dans toutes les provinces, en consultation avec les dirigeants nationaux et provinciaux des partis nationaux et provinciaux. Ce groupe est, ~~et formé~~ au sein de groupes multipartites aux compétences et aux connaissances nécessaires pour participer à la vie des partis politiques.*

~~1.4.~~ La sélection de participants au Youth Lab est effectuée à partir du groupe de jeunes femmes et hommes formés. ~~Un groupe actif de 80 jeunes femmes et hommes est sélectionné selon des critères de mérite, de motivation, de parti et d'équilibre entre les sexes à partir du groupe de 864 jeunes formés, pour constituer un réseau multipartite : le Youth LAB (Leaders politiques pour l'Avenir du Burundi), qui offre une voix pour les préoccupations partagées et des stratégies communes pour promouvoir les questions de politiques liées aux jeunes et leur place au sein des partis politiques.~~

### Activités clés :

- Développement des modules de formation, conceptualisation et traduction de trousse à outils et connaissances existantes du NIMD et au BLTP ;
- Validation des modules par les parties prenantes
- Consultations des dirigeants de partis nationaux pour obtenir leur adhésion au projet ;

- Réunions multipartites nationales pour assurer la participation des partis politiques et lancer le projet ;
- Sélection des participants à l'échelle des provinces, en consultation avec les partis politiques des structures provinciales. Quatre jeunes seront identifiés par parti dans chaque province, soit 28 jeunes par province. Au cas où des partis ne sont pas suffisamment représentés dans certaines provinces, et ne peuvent pas fournir des jeunes remplissant des critères exigés, il sera procédé à une répartition du nombre de participants en tenant compte des forces politiques réelles dans le ou les province (s) concerné(es) ;
- Sélection des formateurs et séances de formation des formateurs, à la fois aux compétences d'organisation et au contenu des modules, en s'appuyant sur les réseaux de formateurs existants du NIMD et du BLTP ;
- Mesures de référence des compétences, des attitudes et des comportements de tous les participants à la formation ;
- Cycles de formation des participants sélectionnés dans l'ensemble des 18 provinces, au sein de classes multipartites de ~~24~~ 28 participants. Formation de ~~48~~ 28 participants par province, sélectionnés parmi ~~chaque~~ les 12 partis majeurs les plus représentatifs, selon un équilibre reflétant la présence des partis dans chaque province. ~~(864- 504 au total)~~ ; Formations composées de ~~5 phases de 4~~ modules d'une durée de 4,3 jours chacun, étalés sur plus de 6 mois, avec des périodes de travail à la maison entre les modules ; Les thèmes comprennent 1. Leadership et Politique, 2. Égalité des sexes et Participation politique, 3. Plaidoyer de la jeunesse, Lobbying, Débats et Communication non violente, 4. Bonne gouvernance et Développement durable 5. Démocratie et Citoyenneté ;
- Une séance de formation séparée pour les jeunes hommes et jeunes femmes, afin de créer un environnement sûr pour identifier les principaux défis auxquels sont confrontées les jeunes femmes ;
- Sélection multipartite de 80 représentants du Youth LAB (dont 50 % de jeunes femmes) parmi les participants, avec un événement de lancement du Youth LAB auquel assistent des dirigeants des partis politiques.

**RÉSULTAT 2 : ~~Un réseau de jeunes femmes et hommes affiliés à des partis politiques formule une stratégie partagée et défend la participation pacifique de la jeunesse et les questions de politiques spécifiques aux jeunes du Burundi~~**

*Un noyau de 36 jeunes femmes et hommes (dont 50% des femmes) représentant les jeunes formés membres des partis politiques les plus représentatifs formulent de manière participative une stratégie de participation politique pacifique des jeunes et appuient sa mise en œuvre.*

*Ce résultat est obtenu grâce au soutien apporté au Youth LAB, avec des activités telles que des convocations régulières, un rayonnement auprès des organisations de la société civile pour les jeunes, de visites d'échange avec des jeunes dirigeants d'autres pays et une conférence régionale pour les dirigeants des jeunes axée sur la participation des jeunes au Burundi. Grâce à un processus consultatif multipartite, un plan d'action pour une participation améliorée et un programme national sur les jeunes sont formulés et rendus publics. L'approche établit un réseau fonctionnel de jeunes, préparés et organisés pour aborder les questions liées à la participation des jeunes au Burundi et pour engager leurs partis politiques dans le dialogue intergénérationnel. Le réseau est un facteur important pour la pérennité des résultats du*

projet.

Ce résultat sera atteint en accompagnant les jeunes formés à constituer un noyau national formé de leurs représentants. Le noyau constitué sera à son tour appuyé dans l'élaboration de la stratégie et son plan d'action de participation politique des jeunes ainsi que dans sa diffusion.

### Descriptions des produits :

2.1. Un plan d'action pour la participation multipartite des jeunes est élaboré et validé.

Un noyau fonctionnel de 36 jeunes femmes et hommes est mis en place

*Il contient des stratégies visant à renforcer la place des jeunes et à augmenter leur impact pacifique sur la politique burundaise, y compris la façon de promouvoir l'impact des jeunes femmes, et il est élaboré par des réunions multipartites bimensuelles du Youth LAB et validé par un groupe plus large de jeunes participants affiliés aux partis politiques dans les provinces.*

La sélection des jeunes femmes et hommes membres du noyau va commencer dans la phase primaire des formations.

Des critères indicatifs seront élaborés et proposés aux jeunes de chaque province pour enrichissement et validation. Entre autre, seront retenus comme critères, outre les compétences et qualités observées au cours des formations en salle : la représentation des partis de la majorité et des partis de l'opposition (50% pour chaque groupe), représentation des jeunes femmes (50%), représentation des provinces (2 membres par province). Par ailleurs, les critères devront permettre que le noyau de 36 jeunes soit issu d'au moins 4 partis politiques. C'est sur la base de ces critères que la présélection des membres du noyau sera faite. De manière plus concrète, dans chaque province, les jeunes des partis de majorité et ceux des partis de l'opposition choisiront 6 candidats (3 pour la majorité et 3 pour l'opposition). Deux personnes (1 pour la majorité et 1 pour l'opposition) seront finalement retenues dans chaque province suite à un vote fait par les jeunes eux-mêmes. Ce sont ces critères qui serviront de référence pour procéder à la présélection par les jeunes en formation sous l'encadrement des formateurs et des superviseurs de 6 participants dont 3 femmes et 3 hommes candidats. Deux personnes élues parmi les six candidats à raison d'un homme et d'une femme représenteront la province dans le noyau national.

2.2. Un programme national de la jeunesse sur les questions de politiques prioritaires pour les jeunes est élaboré et mis à la disposition du public.

Un document de stratégie et son plan d'action sont élaborés

*Défini lors d'un processus consultatif participatif par le Youth LAB, inspiré par les meilleures pratiques internationales (sous régionales) et en consultation avec les organisations de la société civile pour les jeunes burundais.*

*Il contient des stratégies visant à renforcer la place des jeunes et à augmenter leur impact pacifique sur la politique burundaise en prenant en compte la spécificité des jeunes femmes. Il est élaboré par le noyau avec l'appui d'une personne ressource externe et enrichi sur la base des consultations avec les autres jeunes formés dans les différentes provinces du pays.*

2.3. Une campagne de médiatisation de la stratégie et son plan d'action sont réalisés

*médiatique (radio) multipartite sur la participation positive des jeunes est élaborée et diffusée. Élaborée en coopération entre le Youth LAB et les organisations de la société civile pour les jeunes, elle vise à transformer les stéréotypes négatifs sur les jeunes hommes et femmes, qui sont perçus comme un risque de conflit, en une image positive des jeunes comme partenaires constructifs pour un développement pacifique.*

Sur la base de la stratégie et de son plan d'action, elle est élaborée par les jeunes du noyau appuyés par des spécialistes en communication et sur les questions des jeunes. La campagne de médiatisation de la stratégie sera ensuite diffusée par des moyens appropriés.

**Activités clés :**

- Réunions multipartites régulières (bimensuelles) du Youth LAB pour discuter des stratégies et questions partagées.
- Le Youth LAB se réunit avec les dirigeants des partis provinciaux pour présenter le processus et les résultats du cycle de formation, ainsi que les activités du Youth LAB dans l'année à venir.
- Une tournée en bus fait passer le Youth LAB par plusieurs provinces sélectionnées (4) pour rencontrer les jeunes formés et les dirigeants des partis provinciaux. Ces événements festifs combinent la présentation et la discussion sur le plan d'action multipartite pour la participation des jeunes avec des activités sportives et musicales.
- Une sélection de représentants du Youth LAB se réunit dans la région avec les jeunes politiciens d'Ouganda, de Tanzanie et du Kenya, pour partager leurs expériences et les leçons tirées.
- Deux fois par an, le Youth LAB rencontre les représentants des organisations de la société civile pour les jeunes afin d'aborder les stratégies et les questions partagées.
- Campagne radiophonique abordant les stéréotypes négatifs sur les jeunes dans le développement politique, élaborée en coopération entre le Youth LAB et les organisations de la société civile pour les jeunes.
- Vers la fin du projet, une conférence régionale des jeunes dirigeants est organisée sur le thème de la participation des jeunes au Burundi, en présentant l'expérience du Youth LAB et en partageant les expériences et les leçons tirées.
- Atelier de mise en place du noyau (mandat et fonctionnement)
- Atelier multipartite du noyau des 36 jeunes femmes et hommes formés pour préparer la restitution des acquis de la formation.
- Cinq ateliers régionaux de présentation des résultats de la formation aux représentants provinciaux des partis politiques les plus représentatifs sur terrain.
- Atelier d'échanges sur la place des jeunes dans les orientations du Programme National de Développement et la prise en compte de la consolidation de la paix
- Atelier de réflexion de 52 jours des 36 jeunes formés sur l'orientation globale de la stratégie et plan d'action sur la participation des jeunes femmes et hommes. Participeront à cet atelier, 4 jeunes représentants du Conseil National des Jeunes du Burundi.
- Tournée de restitution dans les 5 régions pour présenter l'orientation globale de la stratégie et le plan d'actions sur la participation des jeunes femmes et hommes.
- Atelier de 3 jours pour valider la stratégie globale et son plan d'action. Cet atelier sera clôturé par un évènement médiatisé auquel participeront l'ensemble des 504 jeunes formés ;
- Tournée dans les 5 régions pour présenter la stratégie globale et le plan d'action national de la jeunesse sur les questions de politiques prioritaires pour les jeunes
- Atelier d'élaboration de la campagne médiatique pour la diffusion du plan stratégique des jeunes
- Mise en œuvre de la campagne médiatique de diffusion du plan stratégique des jeunes



**RÉSULTAT 3 : Les partis politiques majeurs les plus représentatifs sont plus ouverts à la participation et aux préoccupations des jeunes femmes et hommes en vue d'élections pacifiques et inclusives en 2020.**

*Ce résultat sera atteint ~~est obtenu~~ grâce à l'engagement des partis à examiner la place des jeunes dans leurs organisations et à les aider à entamer le dialogue avec leurs jeunes membres, pour devenir plus ouverts à la participation des jeunes en tant qu'interlocuteurs et membres actifs, tout en renforçant leur sensibilité aux questions liées aux jeunes. Il s'appuie sur la relation du NIMD avec les partis politiques et sa pérennité est assurée par cet engagement à long terme, ainsi que par l'implication des partis politiques dans le renforcement des capacités et les projets de dialogue interpartis avec le NIMD et le BLTP.*

Descriptions des produits :

3.1 ~~Séances de~~ Le dialogue intergénérationnel au sein de chaque parti est renforcé.

*Les organes dirigeants nationaux des partis ont rencontré les jeunes formés du parti dont 50% des femmes dirigeants de la branche jeune et les représentants du Youth LAB noyau des jeunes au sein de leur parti pour discuter des questions de politiques affectant les jeunes et des dynamiques internes au parti qui concernent la participation des jeunes, y compris pour les jeunes femmes spécifiquement. Le document de stratégie et son plan d'action va servir de référence pour cette activité.*

~~3.2. Une analyse interne du parti et des plans d'action sont élaborés.~~

Un plan d'actions internes pour chaque parti pour la promotion politique des jeunes est élaboré sur la base de la stratégie nationale de participation politique pacifique des jeunes.

*Les réunions internes aux partis, organisées et soutenues par le NIMD-BLTP à travers son expertise technique, ~~ont généré~~ gènèrent 12 des analyses sur de parti qui examinent la place des jeunes au sein de leurs partis politiques et 12 des plans d'action de parti qui formulent des stratégies visant à engager plus activement et positivement les jeunes femmes et hommes dans la vie de leurs partis.*

~~3.3. Élaboration de listes prioritaires internes du parti sur les questions de politiques.~~

*Les réunions internes du parti ont généré ~~une liste prioritaire de questions de politiques touchant les jeunes femmes et hommes, afin d'être mieux préparés à l'inclusion des questions liées aux jeunes dans les programmes et campagnes des partis en vue des élections de 2020.~~*

~~3.4.3.~~ Une feuille de route pour améliorer la participation pacifique de la jeunesse en vue des élections de 2020 est élaborée et validée.

*Sur base des plans d'action des différents partis, des rencontres ~~Réunion~~ de dialogue intergénérationnel entre les organes dirigeants nationaux des partis politiques les plus représentatifs et le Youth LAB noyau des jeunes sont organisées pour élaborer une déclaration commune aux partis soutenant la participation accrue des jeunes aux préparatifs des élections de 2020. La réunion sera appuyée par un expert. En plus des 36 jeunes du noyau 7 représentants des partis politiques 50% des femmes participent à cette activité. Cette*

rencontre se clôturera par une cérémonie ouverte à la participation des partenaires stratégiques potentiels.

Activités clés :

- Organisation, sur la base du plan stratégique et des plans d'action, des Séances de dialogue intergénérationnel au sein des 12 partis politiques. Les représentants du Youth LAB- noyau des jeunes au sein du parti, les dirigeants de la branche jeunesse et les dirigeants des partis se réunissent et discutent de l'importance et des avantages de l'implication plus approfondie des jeunes femmes et hommes au sein des partis politiques.

- Réflexions internes des partis sur la place de la jeunesse et les avantages apportés par l'amélioration de la participation des jeunes. Identification de la place de la jeunesse au sein du parti par des groupes de travail internes du parti, soutenus par des personnes ressources le NIMD et le BLTP tout au long du processus de formulation des plans d'action intra-partis.

~~Aide à la formulation d'une stratégie intra parti pour améliorer la participation des jeunes femmes et hommes au sein des partis, avec pour point culminant l'élaboration des plans d'action des partis.~~

~~Réunions internes au parti pour identifier les questions de politiques affectant les jeunes femmes et hommes.~~

- Rencontre du noyau des jeunes pour la préparation de la réunion du dialogue intergénérationnel

- Réunion de dialogue intergénérationnel entre les dirigeants des partis politiques et le Youth LAB noyau des jeunes pour élaborer une déclaration commune aux partis soutenant la participation accrue des jeunes aux préparatifs des élections de 2020.

- Diffusion auprès des dirigeants des partis politiques et des jeunes des provinces de la déclaration commune

- Suivi de la mise en œuvre de la déclaration commune par les jeunes

Dans ce projet, le groupe cible des jeunes politiquement affiliés sera diversifié en matière de sexe pour deux raisons principales. La première est que les jeunes femmes ne pas sont touchées de la même manière que les jeunes hommes par la situation politique et socio-économique actuelle du Burundi. En d'autres termes, les questions de politique liées aux jeunes au Burundi ont des implications différentes pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Les femmes, par exemple, disposent d'une place plus faible sur le marché du travail en dehors de l'activité domestique, doivent faire face à différents types de violence, y compris la violence domestique et basée sur le genre dans les conflits, tandis que les hommes sont plus susceptibles d'être la cible ou recruté à des fins de violence politique.

La deuxième raison est qu'il existe des obstacles spécifiques à la participation des femmes en général, qui s'appliquent également aux jeunes femmes en particulier. De manière générale, les jeunes sont un groupe majoritaire marginalisé au Burundi en matière de participation politique, et les jeunes femmes le sont doublement. Même si le Burundi possède un système de quota pour la participation des femmes au parlement et dans les structures des partis politiques, la priorisation nationale pour la promotion des femmes en politique reste souvent à la traîne.

Bénéficiaires clés :

1. Jeunes participants femmes et hommes affiliés aux partis politiques
2. Représentants du noyau des jeunes
3. Partis politiques
4. Population burundaise (jeune).

### III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

- a) **Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre** – indiquez les agences bénéficiaires directes et leurs partenaires de mise en œuvre (internationaux et locaux), clarifier qui est l'agence chef de file, et expliquer ces choix, sur base des mandats, expertise, connaissance du terrain local, et capacités existantes.

Pour ce projet, le NIMD et le BLTP intégreront la gestion de projet commune au sein de la structure actuelle des bureaux du BLTP, pour garantir une mise en œuvre quotidienne efficace du projet. Le Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local assurera l'appui institutionnel et administratif. Un comité technique paritaire BLTP/ Ministère sera mis en place pour contribuer au suivi du projet.

Le **NIMD** assumera la responsabilité administrative et de gestion globale envers l'UNPBF. Le NIMD sera également en charge du développement de tous les aspects de la formation, à savoir les programmes, les approches, l'assistance technique et le contrôle qualité.

Le gestionnaire de projet, le gestionnaire de programme senior, l'agent de programme financier seront tous basés au Burundi pour la totalité du temps et le salaire alloué pour ce projet. En outre, et afin de faciliter une présence continue pour la gestion quotidienne au Burundi, NIMD placera un coordinateur de programme qui est basé à 100% au Burundi et intégré dans la structure de bureau de BLTP. Le gestionnaire de projet et le coordonnateur du programme collaboreront étroitement. La répartition des rôles suivante s'applique:

- Le coordinateur du programme NIMD assure la gestion quotidienne et la supervision du programme et constitue le lien entre NIMD et BLTP.
- Le gestionnaire de projet NIMD ajoute une expertise du siège de NIMD et contribue au développement des connaissances, à l'élaboration de programmes d'études, au réseautage international, au suivi et à l'évaluation.
- Le gestionnaire de projet senior NIMD offre des conseils politiques, programmatiques et stratégiques.
- L'agent de projet financière NIMD fournit des conseils financiers, le contrôle, la surveillance et la reddition de comptes.

Le coordonnateur du programme NIMD sera recruté. Tous les autres membres du personnel du NIMD sont des membres du personnel existant. Seul le temps alloué à ce projet est budgété.

Le projet profite du soutien institutionnel du NIMD en tant qu'organisation internationale, notamment son expertise technique sur l'enseignement de la démocratie, le renforcement des partis politiques et le développement des connaissances sur le soutien à la démocratie dans des environnements fragiles et touchés par les conflits, son expérience et son réseau à l'échelle internationale, et expertise de suivi et évaluation.

La Direction de la Formation Patriotique du Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local apportera son expertise dans la mise en œuvre du projet

à travers notamment le développement des compléments pédagogiques au Curriculum du projet et à leur transfert aux apprenants.

Le BLTP constituera le partenaire d'exécution et aidera à adapter l'approche au contexte burundais. Une équipe de projet conjointe NIMD/BLTP au Burundi s'articule autour d'un chef de projet BLTP responsable de la coordination et de l'exécution de ce projet, soutenu par un coordinateur de formation responsable de la logistique et de la mise en œuvre du cycle de formation et un comptable du projet pour BLTP. Ils sont entièrement couverts par le budget et seront recrutés et dédiés à 100 % à ce projet.

Le coordinateur BLTP (conseil stratégique et politique), le directeur de programmes (coordination et surveillance), le directeur financier (responsabilité), ainsi que le responsable PSE de BLTP apportent leur soutien. Il s'agit de personnel existant pour lequel seul le temps attribué à ce projet est budgété.

Une coordination active avec la communauté internationale sera essentielle pour assurer le soutien effectif des partis politiques.

La coopération antérieure avec le PNUD au Burundi apportera une valeur ajoutée car leur expertise spécifique peut être utilisée pour coordonner efficacement le projet et l'aligner pleinement sur l'ensemble des autres projets financés par le PBF et liés aux jeunes au Burundi. Cela inclut le projet PNUD/FNUAP/VNU qui améliore la cohésion sociale et la sécurité communautaire grâce à l'engagement positif des jeunes et à des opportunités socio-économiques ciblées à Bujumbura et Mugamba, ainsi que le projet administré par l'UNICEF qui travaille sur le théâtre interactif avec les enfants et les jeunes dans des provinces identifiées du Burundi, pour apporter un changement positif de leurs attitudes et comportements. Une première réunion d'harmonisation a eu lieu avec le PNUD. La complémentarité sera recherchée pour atteindre une synergie et éviter la duplication des efforts.

- b) **Gestion du projet et coordination** – présenter l'équipe de mise en œuvre du projet, y compris les postes et rôles, et indiquer quels postes seront financés par le projet, et le pourcentage du budget total. Expliquer la coordination envisagée pour le projet et les mécanismes de contrôle. Remplissez l'annexe C : liste de vérification pour le lancement du projet.

Le partenaire d'exécution du NIMD est le Burundi Leadership Training Program (BLTP), avec lequel il possède un partenariat de longue date et une coopération étroite avec un programme conjoint. Le Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local accorde un soutien institutionnel et administratif.

Le Burundi Leadership Training Program est une organisation caritative (association sans but lucratif) enregistrée au Burundi. Son objectif global est de renforcer les capacités de leadership au Burundi. Depuis 2008, en coopération avec le BLTP, le NIMD a organisé des projets sur le dialogue inclusif destiné aux partis politiques et sur leur développement organisationnel, et a impliqué les dirigeants politiques dans le processus de prise de décision participatif et consensuel. Le NIMD et le BLTP assurent conjointement la promotion d'un leadership de qualité et rassemblent les dirigeants burundais pour créer et gérer des projets susceptibles de contribuer à la reconstruction pacifique du pays. Le siège du NIMD à la Haye ajoute de la valeur à ce projet grâce à son expérience de plus de 15 ans dans plus de 20 pays, souvent dans des contextes de consolidation de la paix et d'après-conflit. Une équipe dédiée de S&E, un service de Connaissances et relations stratégiques doté d'une connaissance spécifique du programme sur le soutien à la démocratie multipartite dans des environnements fragiles et

touchés par des conflits, ainsi qu'un réseau international de législateurs, analystes et spécialistes du soutien à la démocratie multipartite et aux partis politiques dans les démocraties en développement seront mis à contribution pour ce projet.

Le projet proposé sera géré comme une partie intégrante du programme Burundi du NIMD, qui a été élaboré et qui est mis en œuvre dans le cadre du partenariat NIMD-BLTP. Ce partenariat associe l'expertise du NIMD sur l'organisation du dialogue interparti, le renforcement des capacités des partis politiques, l'enseignement de la démocratie et le réseau international, à l'expertise du BLTP sur l'organisation du dialogue à parties prenantes multiples, le renforcement des partis politiques, la formation au leadership et le vaste réseau burundais. Tout particulièrement, les expériences du BLTP et du MIFPDL dans le domaine de la formation seront misseront mises à contribution. -en tant qu'institut de formation et de renforcement des capacités est extrêmement pertinente pour l'établissement du projet.  
Le suivi de la mise en œuvre du projet sera assuré par un Comité technique de suivi qui sera composé des représentants du BLTP, du NIMD et du MIFPDL.

#### Déboursement des fonds :

	Pourcentage	Indice
Tranche 1	35 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approbation formelle du projet</li> </ul>
Tranche 2	35 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépense d'au moins 75 % de la première tranche</li> <li>• Présentation dans les délais d'un rapport semi-annuel ou annuel</li> </ul>
Tranche 3	30 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépense d'au moins 75 % de la deuxième tranche</li> <li>• Présentation dans les délais d'un rapport semi-annuel, annuel et final</li> </ul>

- c) **Gestion du risque** – identifier le niveau de risque pour la mise en œuvre du projet et établir une liste des risques spécifiques en indiquant la manière dont ils seront mitigés, y compris l'approche proposée pour mettre à jour les risques et l'ajustement des activités du projet. Inclure le principe "ne pas nuire" et de mitigation des risques.

**Tableau 5 – Matrice de gestion des risques**

Risques	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Politique: <u>Détérioration de la situation de sécurité</u>	Moyenne	Haute <u>Haute</u>	<u>Suivre l'évolution des différents partis bénéficiaires du programme. Les consultations avec les dirigeants des partis</u>

qui met en danger l'exécution sûre du projet-Détérioration de la situation de sécurité qui met en danger l'exécution sûre du projet			politiques et les dirigeants des mouvements de jeunes des partis politiques offrent des opportunités pour ce suivi.
<b>Politique</b> Tensions internes dans les partis politiques qui provoquent des scissions faisant que les jeunes femmes et hommes formés se retrouvent dispersés entre les différentes fractions du parti ce qui limite leur participation politique et sapent les résultats visés par le projet	<u>Moyenne</u>	<u>Moyenne</u>	Dans les démarches d'inscription des jeunes aux formations, amener les dirigeants des partis politiques à s'engager et à maintenir les personnes formées dans tout le processus du projet.
<b>Politique</b> Recomposition/reconfiguration du paysage politique à l'approche des élections. Les partis visés dans le projet se restructurent de fait en regroupements compte tenu de leur position par rapport aux élections. Il peut aussi s'agir d'une exclusion, dissolution ou interdiction officielle de certains de ces partis ce qui affectera le nombre de partis bénéficiaires du projet.	<u>Moyenne</u>	<u>Moyenne</u>	Surveillance étroite de la situation de sécurité par le biais de la propre analyse du NIMD/BLTP. Consultations continues avec un réseau établi parmi les parties prenantes (politiques) locales, le gouvernement burundais, la communauté internationale, les organisations régionales. Suivre de près l'évolution du contexte politique pour apprécier les tendances qui se dessinent, au besoin, par des analyses ponctuelles.  Maintenir le contact avec les dirigeants des partis politiques ciblés dans le projet pour intégrer leurs appréciations dans l'analyse BLTP/NIMD.  Sensibiliser le Ministère de l'Intérieur sur le critère d'inclusivité prévu dans la convention de partenariat BLTP/Ministère.
Politique La participation du parti politique au pouvoir aux activités du projet n'est pas régulière. Cette situation va affecter	Moyenne	Moyenne	1. Etre constamment en contact avec les dirigeants du parti pour assurer de leur part, une meilleure compréhension du projet et une adhésion totale ; 2. Informer le parti du soutien officiel du Ministère de l'intérieur au projet et du

l'inclusivité recherchée et les résultats visés en termes de coopération interpartis des jeunes et le dialogue intergénérationnel.			mandat de celui-ci pour accompagner la mise en œuvre ; <u>3. Travailler assez tôt pour obtenir une liste des jeunes du parti inscrits pour les formations dans toutes les provinces ;</u>
Programmatique :  La possibilité que les personnes formées cessent toute participation politique et ne soient plus prises en considération à l'avenir par leurs partis pour des postes de dirigeants ou comme candidats aux élections.	Faible	Moyenne	5. Les partis sont inclus dans les procédures de sélection et les résultats des cycles de formation et sont impliqués par le biais du <u>Youth LAB. du noyau des jeunes sélectionnés</u> 6. Un processus de sélection à deux niveaux est appliqué, tout d'abord au groupe général de jeunes formés, puis aux représentants du noyau des jeunes. Les critères de mérite, de sexe et d'équilibre entre les partis, sur la base de l'engagement et de l'implication politiques existent déjà. 7. Le module de formation encourage et permet une participation active des participants dans la politique. L'implication des partis politiques dans le recrutement des jeunes. Le coaching intense <del>des participants du Youth LAB.</del> <u>du noyau des jeunes sélectionnés.</u>
Institutionnel/Financier : Mauvaise utilisation du financement et/ou manque de capacité d'organisation partenaire BLTP pour la mise en œuvre du projet et la livraison des résultats	Faible	Moyenne	Des contrôles internes du NIMD seront effectués tout au long des activités pour garantir un risque faible. Il s'agira également d'un point d'attention particulièrement important dans l'opérationnalisation et la gestion de la structure opérationnelle pour ce projet avec l'équipe NIMD/BLTP. <u>Le Comité Technique de Suivi mis en place est un dispositif pour atténuer ce risque</u>

d) **Suivie / évaluation** – Quelle sera l'approche de suivi / évaluation du projet, y compris l'expertise en suivi / évaluation de l'équipe et les moyens et la chronologie pour l'analyse des données. Inclure le détail du budget alloué au suivi / évaluation, y compris pour la collecte de données de base et les données de fin de projet, et l'évaluation indépendante, et un calendrier approximatif du suivi / évaluation. Allouer évaluation. Allouer au minimum 5 à 7% du budget du projet aux activités de suivi / évaluation.

Sur le plan général, le Comité mixte BLTP/Ministère qui sera mis en place, aura entre autres comme mandat : la planification concertée des activités du projet, les échanges périodiques sur la mise en œuvre, le contexte et le suivi.

En ce qui concerne la mise en œuvre opérationnelle, lCe projet sera géré dans le cadre du cycle de programme global du NIMD et du BLTP avec des plans de travail et des budgets de programme annuels. Un comité technique de suivi contribuera à s'assurer de la bonne marche du projet. L'équipe de projet NIMD-BLTP et le siège du NIMD surveilleront les progrès et l'environnement du projet tout au long de l'année. Des missions de surveillance régulières sont prévues à l'échelle internationale vers le Burundi et au niveau local dans le pays. Des périodes d'examen régulières permettront les ajustements nécessaires du plan de travail si les résultats ou un changement de la situation politique l'exigent. Les partis politiques seront consultés de manière régulière pour garantir leur soutien et leur participation au projet. En outre, un groupe d'experts externes de référence sur la jeunesse et la politique au Burundi se réunira deux fois au cours de la période du projet pour réfléchir aux objectifs, à la conception et à la progression du projet et pour fournir des recommandations au NIMD-BLTP.

Dès le démarrage, l'équipe de projet conjointe NIMD-BLTP élaborera une conception du projet, avec un cadre détaillé de planification, de suivi et d'évaluation. Celle-ci inclura un plan de suivi financier et des indicateurs pertinents pour la collecte systématique d'informations visant à mesurer l'impact du projet. Le soutien technique SE est fourni par le NIMD (chef de projet et équipe PSE) tandis que les exercices de collecte des données et les mesures de l'impact sont effectués par le responsable PSE du BLTP.

Une étude de référence sur la participation des jeunes au sein des partis politiques a déjà été menée et a fourni des informations à la fois pour les indicateurs et les énoncés de résultats et de produits. Les indicateurs de résultats et de produits spécifiques au genre sont inclus lorsque des considérations spécifiques au genre sont incluses. Pour le cycle de formation, des pré- et post-tests seront effectués pour déterminer le changement dans les compétences, les attitudes et le comportement des participants. Le NIMD et le BLTP organiseront un examen du projet à mi-parcours à la fin de l'année 2018. À l'achèvement du projet, une évaluation indépendante de fin de projet est prévue et se concentrera sur les résultats attendus et les objectifs.

Répartition du budget (7,7 % du budget total) : les salaires indiqués correspondent uniquement à l'implication directe en matière de PSE et concernent le temps de personnel alloué à la production de livrables pour la mesure des résultats, d'exercices de collecte des données, d'activités de supervision et de coordination PSE, ainsi que d'un soutien technique PSE et d'une analyse des données.

New:

Outcome 1a measurements Pre and post test surveys	5.516
Outcome 1b measurements Impact survey youth participants training	6.516
Outcome 2b measurements Impact survey wider youth beneficiaries	10.516
Outcome 3a measurements Impact study attitude political parties affiliates	10.516
Outcome 3b measurement study on youth perception of space to participate in Parties	10.516
Support expert PSE	13.500
Expert Reference Group	22.290
Comité de suivi Ministère et BLTP	10.000
Overall project evaluation and audit	21.500
<b>PME Total</b>	<b>110.872</b>
<b>PME Total %</b>	<b>6,6%</b>



Outcome 1a measurements Pre and post test surveys	6.791
Outcome 1b measurements Impact survey youth participants training	7.791
Outcome 2b measurements Impact survey wider youth beneficiaries	11.791
Outcome 3a measurements Impact study attitude political parties affiliates	11.791
Outcome 3b measurement study on youth perception of space to participate in Parties	11.791
Support expert PSE	13.500
Expert Reference Group	22.290
Overall project evaluation	15.000
<b>PME Total</b>	<b>100.744</b>
PME Total percentage	6

- e) **Stratégie de fin de projet / durabilité** – Expliquez la stratégie de sortie du projet et comment le projet clôturera ses activités, y compris les mesures de la durabilité, des accords avec d'autres bailleurs de fonds pour une mobilisation des ressources, et indiquer les activités qui n'auront plus besoin de financement. S'il est prévu que d'autres bailleurs de fonds soutiennent le projet à sa conclusion, expliquez comment le projet assurera cette approche dès le début du projet.

L'engagement à long terme est l'un des cinq principes organisationnels fondamentaux du NIMD et constitue la meilleure garantie de la durabilité de ce projet. La transformation politique, l'instauration de la confiance et le renforcement des partis politiques prennent du temps. Il en va de même pour l'ouverture d'un espace politique fermé à la participation des jeunes et l'autonomisation des jeunes femmes et hommes politiquement affiliés pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans la vie politique du Burundi. Par conséquent, nous investissons dans des relations durables avec nos partenaires locaux et nos partis politiques, et ce, au Burundi depuis 2008.

Le réseau de points de contact du NIMD et du BLTP au sein des partis politiques, ainsi que de bonnes relations de travail avec le Ministère de l'Intérieur, d'autres personnalités et institutions clés du gouvernement burundais, ainsi que des relations de travail avec le PBF, le PNUD et la communauté internationale sont essentiels.

Une autre garantie est l'intégration de ce projet dans un programme de pays multi-projets. Pour ce projet en particulier, la contamination croisée avec d'autres projets NIMD / BLTP sera recherchée dans la mesure du possible. Le groupe de participants à la formation pourrait par exemple être connecté au réseau d'écoles de démocratie du NIMD / BLTP également après la fin du projet, permettant ainsi aux dirigeants de la communauté d'être des citoyens responsables et de résoudre les problèmes qu'ils ont eux-mêmes identifiés. L'objectif est de partager des expériences et de voir où ils peuvent utiliser leur accès aux partis politiques pour avoir un impact plus important.

De même, l'engagement du Young LAB avec les partis politiques s'appuie sur d'autres projets dans lesquels le NIMD et le BLTP permettent aux partis politiques de participer à un dialogue entre les partis. L'inclusion des perspectives et de la participation des jeunes y sera encouragée. Cela garantit les progrès réalisés dans l'ouverture des partis politiques à la participation des jeunes au-delà de la vie du projet proposé.

Dans le cadre de Dialogue for Stability, un projet pluriannuel financé par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas jusqu'en 2021 et comportant une forte composante jeunesse et genre, un financement de suivi durable est déjà assuré pour développer des activités qui

suivent le cheminement de carrière des représentants du noyau des jeunes Youth LAB au sein de leurs partis politiques, et la continuité en tant que réseau de participation des jeunes. Le financement du programme du NIMD après 2021 n'est pas encore assuré, mais des efforts institutionnels sont en cours. Après l'achèvement du projet proposé, ce réseau continue de fonctionner de manière indépendante et les activités seront adaptées pour soutenir cette poursuite indépendante. La durabilité dépend évidemment de la capacité continue du NIMD et du BLTP à travailler avec les partis politiques et les jeunes ayant un mandat inclusif au Burundi.

#### **IV. Budget du projet**

Fournir une brève justification du budget proposé, indiquer les choix effectués lors de la préparation du budget, en particulier pour le personnel, les voyages, ou tout autre soutien indirect du projet afin de mettre en évidence l'approche visant l'optimisation des ressources (value for money).

Remplissez-les Les deux tableaux du budget en annexe D (document Excel à part).

Les coûts sont calculés par activité, sur la base de l'expérience issue de projets antérieurs. Les activités sont décomposées en coûts unitaires et peuvent être mises à disposition. La rentabilité est garantie par l'utilisation, autant que possible, de l'expertise locale. Lors de l'élaboration des programmes de formation, le NIMD s'appuie sur les formations déjà établies en matière d'enseignement de la démocratie et de leadership. Celles-ci seront adaptées à ce projet et au contexte burundais. Le temps de travail du personnel est équilibré entre le NIMD et le BLTP pour assurer un rapport qualité-prix maximal tout en garantissant la qualité, ainsi que l'appropriation locale, par la répartition des rôles et des responsabilités au sein du partenariat.

Description des principaux ajustements par rapport au budget initial

<u>Résultats</u>	<u>Niveau de changements majeurs</u>	<u>Impacts budgétaire des changements<sup>7</sup></u>
<u>RÉSULTAT 1</u> <u>Formation des jeunes à travers le curriculum</u>	<u>Le changement à ce niveau c'est le nombre de module. Initialement, 5 modules étaient prévus. Le changement c'est le regroupement de toutes les thématiques initiales en 4 modules avec une ouverture sur l'entrepreneuriat des jeunes (demande du Ministère et du parti au pouvoir). Des inputs pédagogiques de la direction de la formation</u>	<u>Le budget consacré à ce résultat connaît une légère diminution à cause de trois principaux facteurs</u> <u>a) Le nombre de partis politiques est réduit de 12 à 7</u> <u>b) Le nombre de jeunes à former baisse de 864 à 504 jeunes. Ces réductions sont visibles sur les dépenses de prise en charge, les coûts des logistiques de formation.</u> <u>c) Le nombre de modules est passé de 5 à 4 et la durée de</u>

<sup>7</sup> Les budgets par résultat sont inférieurs pour tous les résultats. En effet, dans le format de budget de la proposition initiale, les coûts de personnel et les coûts indirects devaient être inclus par résultat. Cependant, dans le format de budget actuel utilisé, ces coûts sont présentés séparément et les budgets de résultats ne reflètent que les budgets d'activités directes.

	<p>patriotique sont aussi attendus : production de supports complémentaires, et contributions ponctuelles des cadres du Ministère à certaines formations (1/3 ou ¼ des sessions de formation.</p> <p>Par ailleurs, au lieu de deux salles de formation de 24 participants par modules et par province, ce qui fait au total 144 classes, la revue du nombre de participants à la baisse (504 au total) fait que le nombre total de classes est de 72 pour les 4 modules (1 seule classe de 28 participants pour chaque module et dans chaque province).</p> <p>De 9 mois, la durée de la formation passe à environ 6 mois, soit, la moitié de la durée revue du projet (ce qui correspond à la proportion initiale).</p>	<p>la formation est aussi passée de 4 jours à 3 jours.</p> <p>A cause de l'intensité des activités de plaidoyer pour assurer une mise en œuvre du projet, une partie du budget de ce résultat a servi à financer des rencontres d'échange et de travail avec les cadres du Ministère pour l'adaptation du projet, y compris les couts liés aux efforts de l'équipe NIMD et BLTP pour gérer ce processus.</p> <p>De \$ 970.433 À \$ 570.659</p>
<p>RÉSULTAT 2 : Un réseau de jeunes femmes et hommes affiliés à des partis politiques formule une stratégie partagée et défend la participation pacifique de la jeunesse et les questions de politiques spécifiques aux jeunes du Burundi</p>	<p>Le changement majeur est l'appellation du dispositif. Ce n'est plus réseau, mais noyau de jeunes à la demande du Ministère de l'intérieur. A cause de la réduction de l'échantillon de partis politiques, le nombre de membres du noyau est revu à 36 (dont 50% jeunes femmes) au lieu de 80 comme prévu initialement. Ce noyau sera choisi par les paires sur la base de critères objectifs. Notons que le résultat a été entièrement reformulé. L'approche participative et inclusive (le noyau des 36 sélectionnés et l'ensemble des autres jeunes formés dans toutes les provinces) a été plus explicitement</p>	<p>Dans la révision du projet, des activités à coûts élevés portant sur la conception et la diffusion du plan stratégique et du programme national sur la participation politique des jeunes (femmes et hommes) des partis politiques, ont été redimensionnées ou annulées compte tenu de la durée du projet et du contexte politique. Ainsi, les activités comme les rencontres multipartites régulières du Youth Lab, les réunions du Youth Lab avec les organisations de la société civile, les campagnes radiophoniques et les tournées en bus dont le montant total dépasse 100 000 USD dans le document initial du projet, ont été remplacées par des activités moins coûteuses, à faisabilité élevée et concourant à l'atteinte des résultats visés dans cette composante 2 du projet.</p>

	<p>exprimée. Ainsi, les <u>tournées de restitution des résultats des formations, d'échanges pour la formulation de la stratégie nationale et de son plan d'action pour plus d'inclusivité des jeunes dans la vie politique ; la diffusion de la campagne médiatique, se font de manière participative par le noyau et les autres jeunes formés à la base.</u>  <u>A cause du contexte, les activités en direction de la société civile ont été supprimées. Il en est de même que la conférence régionale des jeunes dirigeants, et la perspective d'un voyage d'étude des jeunes dans la sous- région.</u></p>	<p><u>De</u>  <u>\$ 337.119</u>  <u>À</u>  <u>\$ 275.702</u></p>
<p><u>RÉSULTAT 3 : Les partis politiques majeurs sont plus ouverts à la participation et aux préoccupations des jeunes femmes et hommes en vue d'élections pacifiques et inclusives en 2020.</u></p>	<p><u>Sur la base de la réduction du nombre de partis politiques, le résultat 3 a été reformulé. Les produits 3.3 et 3.4 qui sont assez semblables ont été regroupés en un seul produit enrichi faisant du résultat, 3 produits au lieu de 4.</u>  <u>Au niveau des activités, vu l'importance de la déclaration à élaborer avec le soutien des dirigeants des partis politiques, une activité nouvelle de préparation du dialogue inter générationnel inter partis a été introduite. La diffusion de la déclaration issue de la rencontre inter générationnelle dans les différentes provinces par le noyau des 36 jeunes sélectionnés a été aussi précisément introduite. Le suivi de la déclaration issue du dialogue inter</u></p>	<p><u>La réduction notoire du budget sur ce résultat s'explique par la fusion de certaines activités jugées très similaires et la suppression de certaines activités à faisabilité très limitée à cause de l'espace politique à l'approche des élections.</u></p> <p><u>De</u>  <u>\$ 334.980</u>  <u>À</u>  <u>\$ 57.462</u></p>

	<u>générationnel et inter partis a été aussi jugée comme activité pertinente.</u>	
--	---	--

**NB :** D'autres facteurs ont aussi un impact sur le budget :

a) La prise en compte du rôle technique du Ministère de l'intérieur, de la formation patriotique et du développement local,

b) La fluctuation de la monnaie locale

c) La prolongation pour 6 mois des charges fixes de fonctionnement, de personnel (de 191.012 à 235.197)

## **Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations**

*(This section uses standard wording – please do not remove)*

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

### **AA Functions**

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters. );
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

### **Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations**

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

#### Financial reporting and timeline

Timeline	Event
<b>30 April</b>	Annual reporting – Report <b>Q4 expenses</b> (Jan. to Dec. of previous year)
	<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

<b>31 July</b>	Voluntary Q2 expenses (January to June)
<b>31 October</b>	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

#### Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

**Public Disclosure**

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).



**Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations**

*(This section uses standard wording – please do not remove)*

**Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:**

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

**Reporting:**

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

for additional PBF allocation if the context requires it		
--	--	--

#### Financial reports and timeline

<b>Timeline</b>	<b>Event</b>
<b>28 February</b>	Annual reporting – Report <b>Q4 expenses</b> (Jan. to Dec. of previous year)
<b>30 April</b>	Report <b>Q1 expenses</b> (January to March)
<b>31 July</b>	Report <b>Q2 expenses</b> (January to June)
<b>31 October</b>	Report <b>Q3 expenses</b> (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

#### **Ownership of Equipment, Supplies and Other Property**

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

#### **Public Disclosure**

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

#### **Final Project Audit for non-UN recipient organization projects**

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

#### **Special Provisions regarding Financing of Terrorism**

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware

of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate; determine an appropriate response.

**Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:**

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project<sup>8</sup>
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

---

<sup>8</sup> Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

**Annexe B: Cadre de résultats du projet (doit inclure les données ventilées par sexe et âge)**  
 Annexe dans un fichier Excel séparé **Annexe C: Liste de vérification pour le lancement du projet**

		RÉPONSE	
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ?	Oui		
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ?	Oui		
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ?	Oui		
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ?	Oui		
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été effectuée ?	Oui		
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ?	Oui		
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences bénéficiaires ?	Oui		
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus concernant la stratégie de mise en œuvre entre les différentes agences bénéficiaires ?	Oui		
9. Quelles sont les autres activités de préparation devant être entreprises avant que le projet ne démarre et combien de temps sera-t-il nécessaire pour les effectuer ?	N/A		

## Annexe D - Budget du projet PBF

Tableau 1 - Budget du projet PBF par résultat, produit et activité

Nombre de resultat/ produit	Formulation du resultat/ produit/ activité	Budget Initial approuvé		Actuals até 31.12.2018	Budget Bilan a 31.12.2018	Budget 01.01.2019- 28.02.2020	Budget révisé (column E+column G)	
		Budget NIMD/BLTP en USD	Pourcentage du budget pour chaque produit ou activité reserve pour action directe sur le genre (cas echeant)	Total NIMD/BLTP en USD	Budget Bilan NIMD/BLTP en USD	Budget NIMD/BLTP en USD. Nouveau planification	Budget Total NIMD/BLTP en USD	Pourcentage du budget pour chaque produit ou activité reserve pour action directe sur le genre (cas echeant)
Resultat 1:	Des Jeunes femmes et hommes issus des partis politiques les plus représentatifs sur terrain utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste échelle.							
Produit 1.1:	Un programme de formation est élaboré, adapté au contexte et validé.	42.403	21.202	42.403	0	26.043	68.446	34.223
Produit 1.2:	Les modules du curriculum sont dispensés par un groupe de formateurs.	18.557	9.279	18.557	0	0	18.557	9.279
Produit 1.3:	Un groupe de 504 Jeunes (dont 50% de Jeunes femmes) membres des partis politiques les plus représentatifs possède les compétences et connaissances	909.472	454.736	185.417	724.056	544.617	730.033	365.017
TOTAL \$ pour Resultat 1:		970.433	485.217	246.377	724.056	570.659	817.037	408.518
Resultat 2:	Un noyau de 36 jeunes femmes et hommes (dont 30% des femmes) représentant les jeunes femmes membres des partis politiques les plus représentatifs formule de manière participative une stratégie de participation politique pacifique des jeunes et appuient sa mise en œuvre.							
Produit 2.1:	Un noyau fonctionnel de 36 Jeunes femmes et hommes est mis en place	274.322	137.161		274.322	74.140	74.140	37.070
Produit 2.2:	Un document de stratégie et son plan d'action sont élaborés.	27.706	13.853		27.706	116.568	116.568	58.284
Produit 2.3:	Une campagne de médiatisation de la stratégie et son plan d'action sont réalisés	35.092	17.546		35.092	84.994	84.994	42.497
TOTAL \$ pour Resultat 2:		337.119	168.560	0	337.119	275.702	275.702	137.851
Resultat 3:	Les partis politiques les plus représentatifs sont plus ouverts à la participation et aux préoccupations des Jeunes en vue d'élections pacifiques et Inclusives en 2020							
Produit 3.1:	Le dialogue intergénérationnel au sein de chaque parti est renforcé.	93.776	16.755		93.776	16.782	16.782	8.391
Produit 3.2:	Un plan d'actions internes pour chaque parti pour la promotion politique des Jeunes est élaboré sur la base de la stratégie nationale de participation politique pacifique des Jeunes.	189.903	37.981		189.903	14.606	14.606	7.303
Produit 3.3:	Une feuille de route pour améliorer la participation pacifique de la Jeunesse en vue des élections de 2020 est élaborée et validée.	51.302	10.260		51.302	26.075	26.075	13.037
TOTAL \$ pour Resultat 3:		334.980	66.996	0	334.980	57.462	57.462	28.731
Coût de personnel du projet si pas inclus dans les activités ci-dessus						258.979	258.979	
Coûts opérationnels si pas inclus dans les activités ci-dessus						132.170	132.170	
Budget S&E du projet						21.000	21.000	
<b>SOUS TOTAL DU BUDGET DE PROJET:</b>		<b>1.642.593</b>	<b>720.772</b>	<b>246.377</b>	<b>1.396.155</b>	<b>1.315.975</b>	<b>1.562.350</b>	<b>575.101</b>
Coûts indirects (7%):		114.977	50.454	17.246	97.731	92.118	109.365	
<b>BUDGET TOTAL DU PROJET:</b>		<b>1.757.510</b>	<b>771.226</b>	<b>263.624</b>	<b>1.493.886</b>	<b>1.408.091</b>	<b>1.671.715</b>	<b>575.101</b>



Tableau 2 - Budget de projet PBF par categorie de cout de l'ONU

Note: S'il s'agit d'une revision budgetaire, veuillez inclure des colonnes additionnelles pour montrer les changements

32% 27%  
55% 45%

CATEGORIES	Budget initial approuvé NIMD BLTP USD					Actuals 31.12.2018	Budget révisé 01.01.2019- 28.02.2020	Budget révisé 01.03.2018- 28.02.2020	Budget a transferee			TOTAL PROJET (column F+J)
	35%	35%	30%	Total	Received tranche 1 March 2018				Total (column I-F)	Tranche 1	Tranche 2	
1. Personnel et autres employés	66.854	66.854	57.304	191.012	66.854	86.611	148.587	235.197	168.343	92.589	75.754	235.197
2. Fournitures, produits de base, matériels				0		0		0	0	0	0	0
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)				0		1.944		1.944	1.944	1.069	875	1.944
4. Services contractuels	7.875	7.875	6.750	22.500	7.875	0	22.500	22.500	14.625	8.044	6.581	22.500
5. Frais de déplacement	20.776	20.776	17.808	59.360	20.776	19.483	34.970	54.453	33.677	18.522	15.155	54.453
6. Transferts et subventions aux homologues	471.856	471.856	404.448	1.348.160	471.856	138.340	1.067.416	1.205.756	733.900	403.645	330.255	1.205.756
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	7.525	7.525	6.450	21.500	7.525	0	42.500	42.500	34.975	19.236	15.739	42.500
<b>Sous-total</b>	<b>574.886</b>	<b>574.886</b>	<b>492.760</b>	<b>1.642.533</b>	<b>574.886</b>	<b>246.377</b>	<b>1.315.973</b>	<b>1.562.350</b>	<b>987.464</b>	<b>543.105</b>	<b>444.359</b>	<b>1.562.350</b>
8. Coûts indirects*	40.242	40.242	34.493	114.977	40.242	17.246	92.118	109.365	69.122	38.017	31.105	109.365
<b>TOTAL</b>	<b>615.128</b>	<b>615.128</b>	<b>527.253</b>	<b>1.757.510</b>	<b>615.128</b>	<b>263.624</b>	<b>1.408.091</b>	<b>1.671.715</b>	<b>1.056.586</b>	<b>581.122</b>	<b>475.464</b>	<b>1.671.715</b>

